

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 21/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LNA LAITERIE NOUVELLE DE L ARGUENON**

Zone artisanale Bellevue  
BP 18  
22130 CREHEN

Code AIOT : 0005500040

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2023 dans l'établissement LNA LAITERIE NOUVELLE DE L ARGUENON implanté Zone artisanale Bellevue BP 18 22130 Créhen. L'inspection a été annoncée le 06/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection intervient dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle. Elle survient également au regard de la situation administrative du site au regard du statut Seveso (organisation du suivi, déclaration Seveso).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LNA LAITERIE NOUVELLE DE L ARGUENON
- Zone artisanale Bellevue BP 18 22130 Créhen
- Code AIOT : 0005500040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La LAITERIE NOUVELLE DE L'ARGUENON, filiale du groupe LAÏTA, est spécialisée dans la fabrication de poudres de lait, de sérum, de caséines/caséinates et de fromages (préparation fromagères à pâtes fraîches).

Le site dispose également d'une ligne d'ensachage de poudres.

La société exploite également en interne, une station de traitement des eaux résiduaires industrielles du site, située à 300 m au Sud-Est de l'usine, au lieu-dit « La Planche », avant rejet dans le ruisseau du Réussiais.

Au titre des ICPE, les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier

2016, modifié le 24 octobre 2019 sur les aspects rejets aqueux.

Le site relève actuellement du régime de l'autorisation au titre de la rubrique principale n°3642-3 (traitement et transformation de matières premières animales et végétales), qui acte sa soumission à la Directive 2010/75/UE du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite IED.

LNA était également un établissement avec un statut SEVESO Seuil bas au regard de la quantité importante de produits chimiques, notamment d'acide nitrique (> à 50 tonnes), stockés et employés sur le site.

Ce statut est en cours d'évolution, avec un déclassement prévu du site, comme annoncé dans un récent porter-à-connaissance déposé par l'exploitant le 13/07/2023.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative du site au regard du statut Seveso (organisation du suivi, déclaration Seveso 3) et de la nomenclature des installations classées;
- potentiels de dangers: aires de dépotage des produits chimiques en vrac par camion, localisation des salles des machines NH3;
- point sur la révision de l'étude de dangers globale pour le site LNA.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/01/2016, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Equipements sous-pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
6	Vérification réglementaire des installations	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	/	Sans objet
7	Contrôle des EIPS	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	/	Sans objet
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50	/	Sans objet
9	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 14/01/2016, article 1.4.2	/	Sans objet
11	Aire de dépotage acide nitrique, lessive de soude, alcali	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.IV, Vet VI	/	Sans objet
12	Aire de dépotage de la station d'épuration	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article V	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Statut Seveso	Code de l'environnement du 01/06/2015, article R.515-32	/	Sans objet
4	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 17.I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Etat avec quantité d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7	/	Sans objet
10	Suite inspection du 17/11/2022: aire de rétention acide chlorydrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de la visite et des constats développés ci-après, l'inspection a mis en évidence:

- une évolution du statut Seveso en lien avec le bridage de la cuve d'acide nitrique par l'installation d'un trop-plein;
- le manque de cohérence et de clarté entre les différents fichiers des stocks de produits chimiques;
- des actions correctives ont été réalisées et sont en cours pour répondre aux constats des rapports de visites annuelles et des rapports EIPS des salles des machines NH3, en application de l'arrêté ministériel du 16/07/1997;
- les revêtements de la capacité de rétention déportée d'acide nitrique sont dégradés;
- les dispositions matérielles et les modalités de dépotage sur l'aire de concentration séchage T1-T2 ne sont pas précises;
- l'étude de dangers est en cours de finalisation et doit être transmise dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2016, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées: [...] - <u>Rubrique n°4735</u> : Ammoniac. Capacité autorisée: 5,5 tonnes d'NH3 Régime: A  - <u>Rubrique n°4130</u> : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Capacité autorisée: 82,5 tonnes (dont 82,1 tonnes d'acide nitrique). Régime: A Seveso Seuil bas (règle de dépassement direct seuil bas > 50 T).  - <u>Rubrique n°1185</u> : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Rubrique non classée.  - <u>Rubrique n°2220</u> : Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc., à l'exclusion des activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. Capacité autorisée: 49 tonnes de produits entrant par jour Régime: E  - <u>Rubrique n°4718-2.b</u> : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) Capacité autorisée: 41 tonnes de butane Régime: DC

#### **Constats :**

- Rubrique n°4735: Le site dispose de deux salles des machines avec une charge globale d'ammoniac de 4348 kg:
  - > SDM eau glacée: 4148 kg NH3;
  - > SDM HVAC: 200 kg.

Les installations respectent la capacité autorisée.

- Rubrique n°4130: L'exploitant a transmis un dossier de porter-à-connaissance le 13 juillet 2023 (à posteriori de l'inspection) informant d'une réduction de la quantité d'acide nitrique stockée et employée sur le site. Il précise que la cuve de 50 000 litres alimentant le système de nettoyage des ateliers écrémages et ingrédients secs sera bridée par l'installation d'un trop plein. La capacité de stockage de la cuve sera dorénavant de 21 000 litres représentant une quantité de 40,4 tonnes. Les interventions de vidange et d'aménagement de la cuve en acier (installation d'un trop plein) sont prévues les 4 et 5 juillet 2023.

- Rubriques n°1185: L'exploitant a transmis en amont de l'inspection la liste des équipements utilisant des fluides frigorigènes fluorés (FFF). Cette liste mentionne une charge totale en fluide de 536,29 kg (925,94 Téqu.CO2).

Le site est donc soumis à la rubrique n°1185 (charge de l'installation supérieure à 300 kg). La situation du site au regard de cette rubrique n'est pas conforme.

- Rubrique n°2220: L'intitulé de la rubrique précise une "exclusion des activités classées par ailleurs".

La rubrique n°3642-3.a englobe cette activité: "Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : supérieure à 75 tonnes/jour."

- Rubrique n°4718-2.b: Par courrier du 20 février 2023 et suite à l'inspection du 17 novembre 2022, l'exploitant a informé nos services du démantèlement de la cuve de stockage de gaz sur le site. L'installation n'est donc plus concernée par la rubrique n°4718.

Une révision de l'arrêté préfectoral prendra en compte l'actualisation de la liste des installations concernées par la nomenclature ICPE.

**Observations :**

L'exploitant devra porter-à-connaissance la situation du site au regard de la rubrique n°1185.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Statut Seveso

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2015, article R.515-32
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Recensement des substances et mélanges dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – La présente section s'applique aux installations, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs. II. – L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour. III – L'information du préfet prévue à l'article L. 513-1 comporte également les informations relatives au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents sur le site.
<b>Constats :</b> Une quantité importante de substances et matières dangereuses était stockée et employée sur le site, dont 82,1 tonnes d'acide nitrique utilisé pour les process de nettoyage/désinfection. La nouvelle classification de cette substance en 2020 entraînait le classement du site au titre de la rubrique n°4130 sous le régime de l'autorisation (> à 10 tonnes) et le basculement de l'établissement à un statut Seveso seuil bas (a) par la règle de dépassement direct seuil bas(> 50 tonnes), pour la catégorie santé (a).  Le jour du contrôle l'exploitant a fait part, au service d'inspection, de son intention de réduire les 4 et 5 juillet prochains, la quantité d'acide nitrique stockée sur son site avec l'installation d'un trop plein sur la cuve en acier de 50 000 litres. La capacité de stockage de la cuve sera dorénavant limitée à 21 000 litres pour une quantité totale de 40,4 tonnes.  Post-inspection, L'exploitant a transmis au Préfet un porter-à-connaissance le 13 juillet 2023, confirmant cette position. Le résultat du calcul Seveso, sur la base du fichier transmis par l'exploitant indique: - Total seuil bas: Poids la somme (a)= 0,918; Poids de la somme (b)= 0,397; Poids de la somme (c)= 0,229 - Total seuil haut: Poids la somme (a)= 0,229; Poids de la somme (b)= 0,099; Poids de la somme (c)= 0,085.  La sortie du statut Seveso sera actée lorsque : - l'inspection aura instruit le porté à connaissance précité avec une visite des installations modifiées à prévoir (notamment examen de la procédure liée au remplissage de la cuve d'acide nitrique et les précautions prises en cas de débordement du trop plein) - et que la nouvelle déclaration Seveso3, à faire par l'exploitant sur le site Internet avec le lien ci-dessous, aura été approuvée par l'inspection. Attention, les produits non classés (car détenus en en petites quantités), qui présentent des mentions de dangers H concernées par les règles de cumuls Seveso, doivent être déclarés. Enfin, ce sont les quantités maximales détenues qui doivent être déclarées. <a href="https://authentification.din.developpement-durable.gouv.fr/">https://authentification.din.developpement-durable.gouv.fr/</a> Le guide d'utilisation du logiciel Seveso 3 à usage des industriels est accessible avec le lien ci-dessous. Il explique notamment : - §.6.1 – Comment s'enregistrer sur le portail cerbère du MTES 17 - §.6.2 – Comment s'inscrire sur le site Seveso 3 - §.6.3 – Comment déclarer plusieurs établissements avec un seul compte Cerbère - §.6.4 – Comment soumettre sa déclaration <a href="https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide%20utilisation%20Seveso%203%20%C3%A0%20usage%20des%20industriels.pdf">https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide%20utilisation%20Seveso%203%20%C3%A0%20usage%20des%20industriels.pdf</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Equipements sous-pression (ESP)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des ESP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de l'inspection plusieurs listes d'ESP. Certaines listes sont incomplètes et ne reprennent pas les données requises à savoir: - Liste air comprimé: liste incomplète avec le régime de surveillance non indiqué; - Liste autoclave laboratoire: liste incomplète avec le régime de surveillance non indiqué; - Liste chaufferie: l'exploitant reprend les données Pack 32, FM9.52, etc... Or, il est attendu dans cette colonne, le type d'équipement : chaudière ou générateur de vapeur; - Liste des équipements froids et climats: conforme - Liste équipements NH3 soumis à pression: conforme.  Au vu des dates de réalisation des prochains contrôles, tous les équipements sont à jour de leur contrôle périodique (Inspection périodique et Requalification périodique).
<b>Observations :</b> L'exploitant devra compléter et corriger les tableaux avec les mentions des régimes de surveillance et les types d'équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2017, article 17.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse compte-rendu inspection périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'inspection périodique est réalisée : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;</li><li>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</li></ul>
<b>Constats :</b> Une vérification par sondage des deux derniers comptes rendus d'inspection périodique a été réalisée par l'inspection pour les équipements suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>- Autoclave n°973721;</li><li>- Générateur de vapeur Babcock Lardet n°2328;</li><li>- Bouteille BP dans SDM NH3 n°17-173;</li><li>- Bouteille MP dans SDM NH3 n°17-174.</li></ul> <p>Les comptes-rendus ne présentent pas d'incohérence avec la liste (date de réalisation des contrôles) et les caractéristiques des ESP. Les résultats des contrôles sont satisfaisants, les équipements peuvent être maintenus en service.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Etat avec quantité d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les registres pour les salles des machines Eau glacée et HVAC avec les quantités suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>- SDM Eau glacée: 4148 kg;</li><li>- SDM HVAC: 200 kg.</li></ul> <p>Ce registre mentionne les quantités initiales, les appoints en ammoniac et les raisons des recharges.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Vérification réglementaire des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Visite annuelle des installations NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les rapports de visite annuelle réglementaire pour les deux installations NH3. Ces rapports datent du 28/01/2022. Des points non-conformes sont constatés par le prestataire dans ces rapports à savoir:  - <u>SDM HVAC (charge NH3 de 200 kg)</u> : installation servant à la production d'eau glycolée froide. -> article 23 : mettre en place une transmission d'alarme à distance; -> article 42 : pas de capteur toximétrique.  L'exploitant indique que les actions correctives ont été mises en œuvre avec un report vers le gardiennage prévu.  - <u>SDM Eau glacée (charge NH3, 4,150 t)</u> : Installation servant à la production d'eau glacée. -> article 39 : contrôler qu'un arrêt urgence met en sécurité l'installation électrique (les arrêts d'urgence des équipements sont contrôlés une fois par an et l'arrêt d'urgence général SDM est à programmer); -> article 42 : vérification de la mise en sécurité effective de l'installation après déclenchement du 2nd seuil d'alarme (contrôle à programmer).  Ces remarques ont été prises en compte par l'exploitant. Les tests d'asservissement étaient programmés le samedi 08 juillet.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra transmettre à l'inspection: - la justification de l'ensemble des actions correctives mises en œuvre pour répondre aux points non-conformes; - les résultats des tests prévus en SDM Eau glacée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Contrôle des EIPS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des EIPS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants, pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme. Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité. Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les rapports EIPS du 27/01/2022 pour la SDM HVAC et la SDM Eau glacée. Des points non-conformes sont relevés dans les comptes-rendus de l'organisme:  - SDM HVAC : Détection et asservissements: -> absence de capteur toximétrique; -> absence de report de défaut sur extracteur de sécurité; -> plusieurs disjoncteurs tombent avec le seuil 2 dans le poste 79 : les départs D9/D11 et D32 ainsi que le 220 V ondulé dans un autre local informatique Zone 9; -> absence de procédure d'isolement des machines. Le rapport mentionne également que le seuil 2 et l'arrêt d'urgence centrale seront contrôlés ultérieurement...impossible à contrôler ce jour et surtout réaliser le 2ème seuil en réel avec coupure TGBT.  L'exploitant indique que les actions correctives ont été mises en œuvre.  - SDM Eau glacée : -> compresseurs n°CP3 : le pressostat HP du CP3 ne se réarme pas...à remplacer; -> les vannes de refoulement des CP2 et CP3 sont plombées ouvertes; -> Réservoirs-capacités : test défectueux sur la Bouteille BP4 – le niveau haut BP4 coupe le CV5 et le CV4 mais pas la CV1 (suivi en mode fonctionnement). Selon l'exploitant cette action est en cours. -> contrôle de la détection: seuil 2 et arrêt d'urgence général impossibles à contrôler, il faudra caler une date et surtout réaliser le 2ème seuil en réel, dont coupure TGBT. Selon l'exploitant cette action est programmée le 08/07/2023. -> mauvais état de la manche à air: remplacement effectué. L'exploitant indique que certaines actions correctives ont été effectuées et d'autres sont en cours de réalisation.
<b>Observations :</b> Il conviendra à l'exploitant de transmettre à l'inspection l'ensemble des justificatifs répondant aux points non-conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 49 : Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.  Article 50 : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en amont de l'inspection: - un stock des produits chimiques stockés en vrac à la date du 19/06/2023; - un stock des produits chimiques stockés en petits contenants à la date du 19/06/2023. D'après les éléments présentés, plusieurs outils sont utilisés pour assurer le suivi des stocks de produits chimiques et substances dangereuses sur le site.  Il est constaté des incohérences sur les fichiers présentés le jour de l'inspection.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit communiquer à l'inspection son projet d'état des matières stockées, même non classées ICPE, notamment les produits chimiques stockés en vrac dans des cuves alimentées par dépotage à partir d'une citerne routière, ainsi qu'un plan du site indiquant les différents lieux de stockage. L'exploitant doit préciser comment ces documents sont tenu en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours. Pour chaque matière stockée, les informations suivantes doivent figurer : le nom, le numéro CAS (s'il existe), l'état physique (liquide, solide, gaz), les mentions de dangers H, la quantité stockée à la date de mise à jour ; et en plus pour les cuves de produits chimiques vrac la quantité max des cuves.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Etude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2016, article 1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour EDD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Une étude de dangers globale est en cours de révision pour le site de la Laiterie Nouvelle de l'Arguenon. Cette étude reprendra notamment les potentiels de dangers liés aux mélanges incompatibles de produits chimiques sur le site ainsi que l'utilisation d'ammoniac en salle des machines.  Lors du contrôle sur site, il a été constaté la présence d'une base de vie installée pour la réalisation des travaux de FRONEVE 2 en cours, à proximité de la SDM HVAC. Il y a le risque qu'un nuage toxique consécutif à une fuite d'ammoniac en SDM impacte ces installations provisoires (extraction à 7 mètres).
<b>Observations :</b> Il conviendra de transmettre à l'inspection l'étude de dangers globale révisée pour le site de la laiterie LNA à Créhen pour le 15 septembre 2023. L'exploitant doit démontrer, modélisation à l'appui, que la base de vie n'est pas impactée par une éventuelle fuite d'ammoniac en SdM HVAC ; ou déplacer la base de vie en dehors de la zone de dangers NH3. Par ailleurs, comme évoqué lors de la visite du site, l'exploitant doit préciser s'il existe une trémie de communication entre le local condenseur en hauteur et la salle des machines NH3 eau glacée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Suite inspection du 17/11/2022: aire de rétention acide chlorhydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> <u>Constat de l'inspection du 17/11/2022:</u> <i>Fiche n°5 - aire de rétention des cuves d'acide chlorhydrique de la caséinerie. "Des équipements vieillissants sont observés à proximité des cuves d'Hcl, notamment les pompes corrodées par la rouille. Le muret en béton d'une aire de rétention est dégradé et le chemin de câble "cablofil" est cassé." [...].</i>  En réponse, l'exploitant avait indiqué dans son courrier du 28/02/2023 que "Concernant l'état des rétentions à proximité des cuves d'Hcl, nous avons programmé les travaux de réfection du muret, démontage des pompes corrodées (qui étaient plus utilisées) et remise en état du chemin de câble. Ces travaux seront réalisés courant du mois de mars 2023."  Il a été constaté le jour du contrôle la réalisation de ces actions correctives. En conséquence, ce constat est vérifié.
<b>Observations :</b> L'EDD doit justifier le dimensionnement de la rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Aire de dépotage acide nitrique, lessive de soude, alcali**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.IV, Vet VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention déportée STEP interne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Dispositions spécifiques aux rétentions déportées. » « Dans le cas d'une rétention déportée, chaque stockage est associé à une zone de collecte pourvue d'un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les écoulements vers la rétention déportée. « La zone de collecte, le drainage et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de : [...] » « E. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels." [...] »
<b>Constats :</b> L'aire de dépotage de l'atelier de concentration séchage T1-T2 comprenait: - une cuve d'acide nitrique HNO <sub>3</sub> à 57% de 50 m <sup>3</sup> ; - une cuve de lessive de soude NaOH 30 à 50 % de 50 m <sup>3</sup> ; - une cuve alcali de mélange soude-potasse NaOH/K <sub>2</sub> O à 30-32-% de 27 m <sup>3</sup> .  Des capacités de rétention en béton et carrelées, pour certaines, sont observées. Les revêtements en béton des murs et sol de la rétention déportée de l'acide nitrique sont dégradés (c.photo n°1 à 4). L'aire de dépotage des camions n'est pas matérialisée au sol et n'est pas placée sur une rétention spécifique. Le jour de l'inspection des travaux étaient en cours (installation de nouvelles cuves de réception). Le sol de l'aire de rétention à proximité du caniveau n'était pas stable et étanche (cf.photo n°5 et 6). Selon l'exploitant, en cas de déversement accidentel lors du déchargement d'un camion, les liquides épandus au sol seraient recueillis dans une canalisation avant d'être transférés vers un bassin tampon de la station d'épuration interne au site, à l'aide d'un poste de relevage.  D'après l'exploitant, le réseau de collecte (canalisations et tuyauteries) est résistant et peut donc recevoir les liquides corrosifs qui y transiteraient en cas de dysfonctionnement. Cependant, pour que le transfert des écoulements accidentels vers la STEU rejoigne effectivement le bassin envisagé pour les recueillir, il est nécessaire que l'exploitant puisse rapidement : - manipuler une vanne (action forcément manuelle) ; - adapter la régulation du pH afin qu'elle prenne en compte les résultats du capteur installé dans le bassin de récupération (et non ceux du capteur installé dans le bassin utilisé habituellement).
<b>Observations :</b> Il conviendra à l'exploitant, d'assurer l'étanchéité de l'aire de rétention déportée d'HNO <sub>3</sub> et de présenter dans l'étude de dangers: - la conformité aux prescriptions des articles 24 et 25 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 concernant les dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement; - de matérialiser et justifier des modalités de rétention des liquides en cas de déversement accidentel lors du dépotage d'un camion; - de justifier le dimensionnement et les volumes de rétention pour chaque cuves; - de justifier de la résistance des réseaux et du système de collecte des liquides déversés; - d'établir une procédure de gestion en cas de déversement accidentel et des dispositifs mis en place; - d'évaluer le délai d'exécution des consignes en cas de déversement accidentel (manipulation des vannes, régulation du pH, etc...).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Aire de dépotage de la station d'épuration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] D. Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées ...). Leur parcours est aussi réduit que possible. [...]
<b>Constats :</b> Aire de dépotage comprenant: <ul style="list-style-type: none"><li>- une cuve de 25 m3 de chlorure ferrique;</li><li>- une cuve de 25 m3 de soude;</li><li>- une cuve de 25 m3 d'Aquafer.</li></ul> Les coffrets de dépotage des cuves situées sur l'aire de station des véhicules de transport de matières dangereuses ne sont pas protégés et à l'abri des chocs (cf.photos n°7 et 8).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet